

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4751 - LUNDI 13 MAI 2024

PAIX ET SÉCURITÉ

Félix Tshisekedi confiant
dans le leadership de Denis
Sassou N'Guesso

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a salué le 10 mai à Oyo, où il a effectué un bref séjour, la disponibilité et l'engagement de Denis Sassou N'Guesso dans la recherche de solutions à la situation qui prévaut à l'Est de son pays. « *Ce que j'attends de lui, c'est d'user comme d'habitude de sa sagesse pour la résolution de cette situation. Il a pris mes avis et s'est engagé à rester au contact des acteurs de la région pour aller dans le sens de la facilitation afin de garantir la paix et la stabilité dans notre région* », a-t-il déclaré au sortir d'un entretien avec son homologue congolais.

Échange entre
les deux chefs d'État



INDUSTRIE MINIÈRE

Début des travaux d'exploitation
de la mine de Nabeba

Lancement des travaux de la mine de Nabeba

Le ministre congolais de l'Industrie minière et de la Géologie, Pierre Oba, et son homologue camerounais chargé des Industries, des Mines et de la Technologie, Gentry Calistus Fuh, ont conjointement lancé, le 8 mai, dans le département de la Sangha, les travaux de construction

de la mine de Nabeba dont l'entrée en phase d'exploitation est prévue pour 2025 avec une planification visant l'opérationnalité complète d'ici à 2027. Confiée au consortium Sangha Mining Développement / Bestway Finances Limited, la mise en œuvre de ce projet représentant un investissement de près de 10 milliards de dollars devra générer plus de 20 000 emplois directs et indirects. Il s'inscrit dans le cadre du mégaprojet de développement des gisements transfrontaliers de fer de Nabeba au Congo et de Mbalam au Cameroun.

Page 5

CRÉDIT CARBONE

Plus de 11000 essences d'acacias plantées
à Bambou Mingali

La ministre de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a patronné samedi l'opération de planting d'arbres initiée par la Banque postale du Congo (BPC) sur le site du Programme national d'afforestation et de reboisement situé au village

Bambou-Mingali, dans le département du Pool, à environ 60 km au Nord de Brazzaville. Cette opération à laquelle ont pris part les agents de la BPC a permis de planter 11 000 essences d'acacias.

Page 9

RÉFORME DE L'ÉTAT

Le Congo rassuré de l'assistance
technique du Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) se dit disposé à accompagner le gouvernement congolais dans l'accélération du processus de la réforme de l'Etat, notamment la modernisation de l'administration via la digitalisation pour une meilleure gouvernance du secteur financier et budgétaire. « *Nous allons accompagner le pays au moyen de l'assistance technique ou des expertises. Il s'agit de l'aider à la réussite des réformes annoncées dans un court délai. L'assistance technique attendue devrait permettre au ministère chargé de la Réforme de l'Etat de disposer des outils nécessaires à la modernisation des administrations publiques parmi le dispositif de coordination de l'ensemble des acteurs impliqués* », a indiqué la Re-



Luc Joseph Okio et Adama Dian Barry/Adiac
présentante résidente du Pnud au Congo,
Adama Dian Barry.

Page 16

Editorial
Passer à l'acte

Page 2

ÉDITORIAL

Passer à l'acte

L'exécutif l'a rappelé lors du Conseil des ministres du 8 mai 2024. À savoir qu'au sujet des réformes indispensables à l'instauration d'une gouvernance efficiente, en particulier dans le cadre d'accords avec les partenaires au développement, « les pouvoirs publics disposaient à présent de tous les outils d'appréciation, fruit de la large consultation menée depuis plusieurs semaines ».

Non seulement ce satisfecit signifie que le gouvernement ne déroge pas à ses engagements mais il l'incite à les concrétiser au profit de la population qui en attend l'aboutissement. En termes de dispositif légal ou réglementaire, toute proportion gardée, le Congo est un excellent élève.

Dans les domaines de l'économie, des finances, de l'éducation, la santé et bien d'autres, les délibérations produites à la suite de séminaires, colloques et entrevues en disent long sur sa volonté d'avancer. Mais il est une disposition que les autorités devraient appliquer avec fermeté à tous les niveaux : faire en sorte que l'arsenal de lois prises pour l'intérêt général ne se limite pas à abonder les banques de données.

Lier l'acte à la parole est la voie à suivre si l'on tient à ce que les messages délivrés de bonne foi soient écoutés au-delà de la sphère de leur conception. Sur ce dernier point, on notera, à titre d'exemple, que rendez-vous a bien été pris par le gouvernement en lien avec la décision présidentielle de consacrer l'année en cours aux plus jeunes.

Au tout prochain Conseil des ministres sera, en effet, présenté et adopté le programme détaillé de cette importante préoccupation. La jeunesse est tout ouïe.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-INDE

Des accords de jumelage envisagés entre Brazzaville et des villes indiennes

La coopération entre des villes indiennes et Brazzaville a été au centre des entretiens que le président du conseil départemental et municipal, maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a eus le 10 mai avec l'ambassadeur de l'Inde au Congo, Madan-Lal Raigar.



Madan-Lal Raigar répondant aux questions de la presse/Adiac

Arrivé à Brazzaville depuis quelques mois, le diplomate indien a échangé avec Dieudonné Bantsimba sur la coopération bilatérale entre le Congo et l'Inde avec un accent particulier sur la ville capitale. « Nous avons aussi évoqué des sujets qui sont encore en instance et comment nous pouvons les améliorer. Nous avons des similarités puisque l'Inde et la République du Congo ont été colonisées par les pays d'Europe. Nous voyons aussi que nous avons plusieurs domaines de coopération, nous pouvons voir comment capitaliser sur les forces des uns et des autres », a expliqué Madan-Lal Raigar à sa sortie d'audience.

Les deux personnalités ont également évoqué la débaptisation de l'avenue Mangandzi

et des points concernant le développement des infrastructures. « Nous avons examiné comment nous pouvons faire pour renforcer les outils et les équipements au sein de la mairie, ainsi que la possibilité de voir une ville de l'Inde être baptisée au nom d'une autorité congolaise ou d'une ville du Congo, notamment Brazzaville. Nous avons aussi parlé du jumelage, ce sont des sujets que nous avons généralement évoqués », a poursuivi l'ambassadeur de l'Inde.

Notant que le Congo et l'Inde développent trois projets dont celui relatif au développement du système de transport urbain à Brazzaville et Pointe-Noire dont 70 bus sur 154 ont été livrés en 2018 par le consortium SRS-ERA.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Lou-bayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngon

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COOPÉRATION

Les relations sino-africaines célébrées à Brazzaville

Des experts, chercheurs, décideurs politiques et des acteurs du développement étaient réunis à Brazzaville les 8 et 9 mai, à l'occasion du séminaire international franco-congolais sur le thème « La Chine et l'Afrique », pour passer en revue le niveau de la coopération entre ces deux partenaires historiques.

Organisé par l'Académie des sciences d'Outre-mer (Asom) pour la première fois de son histoire hors de la France, le colloque a permis d'évaluer le développement de la Chine sur le continent africain et dans le monde. Deux jours durant, les participants ont suivi des communications à travers des panels qui ont mis en exergue le rôle de la coopération chinoise dans le développement des infrastructures en Afrique, et l'émergence d'une économie mondiale ouverte et inclusive.

Parmi les sous-thèmes développés, on peut citer l'Afrique et la stratégie des multinationales chinoises ; la Chine-Afrique, une danse diplomatique pour la paix ; un état des forces militaires chinoises aujourd'hui ; la Chine, un pont pour le passage du bilatéralisme du XX^e siècle au multilatéralisme du XXI^e siècle ; dialogue entre la Chine et le monde francophone ; l'Afrique dans la stratégie économique de la Chine ; le partenariat stratégique global entre la Chine et le Congo, manifestation d'un axe stratégique Pékin-Brazzaville ; la mise en place des infrastructures congolaises : le rôle des Chinois et des Indiens ; la coopération sino-congolaise : moteur principal du développement des infrastructures et de l'unification du territoire. A cela, s'ajoutent l'Initiative la Ceinture et la route; la stratégie chinoise en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud ; le rôle de la coopération sino-africaine dans la construction d'un ordre international juste et équitable.

En effet, les relations entre la Chine



Le Premier ministre entouré des participants/DR

et l'Afrique se sont amplifiées ces vingt dernières années, la Chine devenant un partenaire incontournable pour plusieurs pays africains, un acteur majeur dans le domaine des infrastructures, des ressources naturelles et du commerce sur le continent. Le secrétaire perpétuel de l'Asom, Dominique Barjot, a indiqué que la rencontre de Brazzaville a permis aux participants de constater la place grandissante qu'occupent les pays africains dans la stratégie internationale chinoise. « *Les relations Chine-Afrique ont connu un développement prodigieux au cours des vingt dernières années. Nous chercherons ensemble à en éclairer les modalités des facteurs autour de trois axes majeurs : la construction d'un ordre international juste et équitable, la préservation d'un*

environnement mondial de paix et de sécurité, l'émergence d'une économie mondiale ouverte et inclusive », a-t-il souligné à l'ouverture du colloque.

Les actes du colloque consignés dans un document

L'ambassadeur de Chine au Congo, Li Yan, a, quant à elle, salué la présence d'imminentes personnalités qui se sont mises en immersion au Congo pour constater le fruit de la coopération sino-congolaise. Selon elle, son pays envisage une nouvelle perspective pour faire comprendre l'amitié sino-africaine et la coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et l'Afrique.

De son côté, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé que le choix de Brazzaville a été

certainement la reconnaissance de la contribution des plus hautes autorités congolaises à l'épanouissement, à la pensée intellectuelle et des valeurs universellement partagées mais aussi une reconnaissance de leur engagement dans les grands combats de l'humanité. Ce séminaire franco-congolais sur la Chine et l'Afrique se déroule, a-t-il souligné, à un moment emblématique où est célébré, de manière concomitante, le 60^e anniversaire des relations des deux pays avec la Chine, et à un moment où le Congo postule la co-présidence du forum de la coopération Afrique-Chine.

Tirant les conclusions des retrouvailles de Brazzaville, Anatole Collinet Makosso a retenu que la relation Chine-Afrique s'est imposée comme un phénomène nouveau dans les

relations internationales, suscitant la curiosité intellectuelle et scientifique ; tous les panélistes s'accordent sur l'utilité d'une telle relation qui contribue à faire avancer les grandes causes de l'humanité. Il s'agit notamment du rapprochement des continents et des civilisations, de la lutte contre la pauvreté et le développement socio-économique, l'ambition de construire un nouveau type de partenariat plus égalitaire et plus bénéfique pour toutes les parties.

Le chef de l'exécutif congolais pense, par ailleurs, qu'à l'étape actuelle des relations Chine-Afrique, il faut passer à l'étape de l'industrialisation accélérée de l'Afrique, de la construction des infrastructures et des industries extractives aux industries transformatrices vitales pour un développement endogène et pour la maîtrise des outils du développement. « *Le premier séminaire délocalisé de l'histoire de l'Académie des sciences d'Outre-mer vient d'ouvrir une nouvelle étape dans la relation Chine-Afrique non seulement en construisant une approche d'investigation intellectuelle du sujet tout à fait nouveau mais aussi en ouvrant de nouvelles perspectives plus prometteuses et peut-être plus enrichissantes. De même, le séminaire de Brazzaville entre dans les annales de l'académie comme un tournant dans la construction d'une communauté internationale au destin commun, aux ambitions communes et aux valeurs partagées* », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

A la croisée des chemins

Les résultats de l'élection présidentielle tchadienne du 6 mai sont favorables au président de la Transition, Mahamat Idriss Déby Itno. Contre l'avis de son principal concurrent, Succès Masra, opposant et Premier ministre sortant avec lequel l'élu avait, en début d'année, conclu un accord de partage du pouvoir salué comme un pas significatif vers la réconciliation nationale dont le Tchad a tant besoin.

Aux cris de joie ponctués de coups de feu entendus dans le camp des partisans de Déby Itno, le 9 mai, à N'Djamena, à l'annonce du verdict, Masra et ses proches ont répondu par le rejet d'un scrutin qualifié de manipulé qu'ils déclarent ne pas reconnaître. Se pose dès lors la question qui a taraboué tous les esprits au moment où l'on apprenait que le président de la Transition et son Premier ministre étaient tous les deux candidats à cette élection majeure.

Dans une certaine mesure, la contestation en cours était prévisible; le plus improbable étant que l'on ne pouvait croire le refus de la défaite venir des huit autres candidats. Au fond, si Masra avait été élu dès le premier tour ainsi qu'il le revendique, la levée de boucliers aurait eu la même résonance dans le camp Déby, peut-être avec la crainte que N'Djamena aurait connu plus que de simples déclarations de militants ulcérés par ce qu'ils considéraient comme une farce.

Les élections, on le sait, se terminent toujours par la victoire d'un candidat. Les acteurs en présence, en particulier ceux qui s'estiment lésés, peuvent choisir d'engager le bras de fer en mobilisant la rue, ou s'accommoder des procédures légales en s'adressant aux instances en charge du processus. Les deux démarches peuvent aussi être un saut dans l'inconnu car dans l'un ou l'autre cas, les violences et la déception ne sont jamais loin.

Dans la situation actuelle du Tchad, la volonté de réconciliation à travers la nomination successive au poste de Premier ministre de Saleh Kebzabo et de Succès Masra, tous deux opposants aux régimes Déby père et fils, va-t-elle voler en éclats ou se consolider ? Les jours prochains permettront de vérifier si le deal prêté au duo Deby-Masra de continuer le chemin ensemble après l'élection présidentielle relevait de l'affabulation ou de la réalité.

Ce qui est sûr, l'arène politique tchadienne n'est pas à court de prétendants à la normalité. Pour preuve, le candidat arrivé en troisième position d'après le classement de l'Agence nationale de gestion des élections, Albert Pahimi Padacké, ancien Premier ministre sous Déby père, a reconnu la victoire de Mahamat Idriss Déby Itno et lui a adressé ses félicitations. La probable reconfiguration du paysage politique postélectoral donnera sans doute plus de marge

de manœuvre au président élu une fois sa victoire définitivement confirmée.

En même temps, il est indispensable que la recherche de la stabilité ne détourne pas N'Djamena et ses plus hautes autorités de la volonté de rapprocher les vues, rassembler les énergies et puiser dans toutes les bonnes volontés désireuses d'offrir au Tchad la chance de décoller. Après plus de six décennies d'indépendance traversées par tant de soubresauts, l'élection d'un président, quel qu'en soit le plébiscite (plus de 61% des suffrages pour ce cas-ci), ne profitera à la population que si cette dernière trouve son compte dans la mise en œuvre du projet de société du chef de l'Etat.

Autant dire qu'avant comme après le scrutin du 6 mai, le Tchad est une fois de plus à la croisée des chemins.

Gankama N'Siah



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 004/MPSIR/2024/UGP PRACAC RECRUTEMENT DE L'ASSISTANT ADMINISTRATIF ET FINANCIER/TRESORIER DU PRACAC



I-CONTEXTE

Les Gouvernements de la République du Congo et de la République Centrafricaine ont signé avec la Banque Mondiale respectivement un accord de prêt et un accord de don pour un montant total de 330 millions USD, dont 90 millions USD pour la République du Congo et 240 millions USD pour la République Centrafricaine, pour la mise en œuvre du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique centrale (PRACAC).

L'Unité de Gestion de Projet (UGP) de la République du Congo a l'intention d'utiliser une partie du montant du crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement de l'Assistant Administratif et Financier/Trésorier du projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, la supervision du Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC) et le contrôle du Comptable, l'Assistant Administratif et Financier/Trésorier sera chargé entre autres de :

- Organiser et contrôler les achats ;
- Assurer la gestion du personnel (gestion des permissions, gestion des congés administratifs, gestion des congés maladies) ;
- Assurer la gestion des temps de présence et le suivi du registre de présence ;

- Tenir et mettre à jour les dossiers individuels du personnel de l'Unité de Coordination de Projet ;

- Ouvrir et tenir à jour les bordereaux des prix unitaires les plus usuels (à partir de consultations des fournisseurs) ;

- Assurer les opérations de gestion du carburant, de détention des bons de valeurs, de mise à disposition aux ayants droits conformément aux dispositions du manuel de procédures ;

- Assurer la gestion de la caisse principale des menues dépenses et de la caisse des menues dépenses et recettes issues des ventes des DAO, dans le respect du plafond de caisse, de la dépense maximale à effectuer par caisse, et du seuil de réapprovisionnement ;

- Assurer la tenue correcte et régulière du brouillard de caisse (menues dépenses et DAO) et veiller à l'exactitude de l'encaisse à tout moment ;

- S'assurer préalablement de l'éligibilité des dépenses par caisse, leur justification correcte et exhaustive ;

- Tenir le registre des chèques émis par le service administratif, financier et comptable ;

- Etablir les arrêtés mensuels de caisse ;

- Assister le comptable dans la préparation des documents de paiement (ordre de paiements, bons de commandes, chèques, ordre de virement...);

- Assurer le suivi des biens mobiliers et immobiliers mis à la disposition des entités du Projet etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

L'Assistant Administratif et Financier/Trésorier doit :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (minimum BAC+2) en gestion financière et autres domaines assimilés ;

- Avoir une expérience professionnelle de trois (03) ans au minimum dont au moins un (1) an d'expérience de domaine de compétence pertinente en gestion administrative, de la comptabilité, de la trésorerie et de la logistique des activités liées aux Projets financés par les banques multilatérales de développement telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement ;

- Avoir une bonne connaissance informatique des logiciels bureautiques (Word, Excel, internet Explorer, et autres outils de communication) ;

- Avoir des connaissances des logiciels de comptabilité serait un atout considérable ;

- Avoir une bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;

- Parler et écrire couramment français.

IV-METHODE DE SELECTION

Les candidats seront sélectionnés par comparaison de CVs conformément au Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de septembre 2023.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 28 Mai 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Candidature au poste d'Assistant Administratif et Financier/Trésorier du PRACAC ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC

Rue Duplex n° 12 /Secteur Blanche Gomez

Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82

E-mail : pracaccongo@gmail.com

Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 08 Mai 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005/MPSIR/2024/UGP PRACAC RECRUTEMENT DU RESPONSABLE DE SUIVI-EVALUATION DU PRACAC



I-CONTEXTE

Les Gouvernements de la République du Congo et de la République Centrafricaine ont signé avec la Banque Mondiale respectivement un accord de prêt et un accord de don pour un montant total de 330 millions USD, dont 90 millions USD pour la République du Congo et 240 millions USD pour la République Centrafricaine, pour la mise en œuvre du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique centrale (PRACAC).

L'Unité de Gestion de Projet (UGP) de la République du Congo a l'intention d'utiliser une partie du montant du crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement du Responsable en Suivi-Evaluation du projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Le Responsable en Suivi-Evaluation du Projet sera entre autres chargé de :

- Préparer la planification des activités du Projet sur toute sa durée en programmant notamment ses coûts et ses activités sur l'ensemble du cycle du Projet ;
- Préparer chaque année le Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) de l'année suivante, à soumettre au Coordonnateur dans les délais impartis, en étroite collaboration avec les responsables des composantes techniques et des antennes départementales ;
- Dresser, en collaboration avec les responsables des composantes techniques, un plan d'actions détaillé de réalisation

des activités du PTBA et élaborer les outils de suivi et évaluation correspondants pour s'assurer de sa mise en œuvre au niveau national et au sein de chaque antennes départementales (tableau de bord de suivi des activités, Diagramme de Gantt, fiches de suivi des activités sur KoboToolbox, etc.);

- Renseigner régulièrement la base de données informatisée, présentant l'évolution des indicateurs du cadre de résultats du Projet définis dans le Document du projet ;

- Élaborer les termes de référence pour la sélection de consultants ou de bureaux d'études dans le domaine du suivi et évaluation ou autres, selon les besoins de la Coordination

- Assurer l'organisation et la supervision des différentes études et enquêtes liées au suivi et évaluation des activités du Projet (situations de référence, suivi des indicateurs de performance et d'impacts, etc.);

- Mettre en place un tableau de bord et un système d'informations géographiques (SIG) permettant de suivre en temps réel les réalisations du Projet, en utilisant le système GEMS de la Banque mondiale

- Assurer le suivi régulier des indicateurs du Projet par rapport aux valeurs de référence et mettre à jour périodiquement le Cadre de Résultats (CdR) du Projet ;

- Organiser, éventuellement avec l'appui d'un Consultant, un système informatisé de suivi-évaluation adapté aux spécifi-

cités du projet etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le Responsable en Suivi Evaluation devra présenter le profil suivant :

- Avoir au moins un diplôme universitaire (BAC+5) en management des projets, administration publique, statistique, ingénierie, sciences sociales, gestion ou équivalent ;

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en domaine de suivi et évaluation et de planification ;

- Avoir des aptitudes de travail en équipe, dans un milieu multiculturel et sous pression ;

- Maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Internet...);

- Avoir une parfaite maîtrise du français et bonnes compétences en communication écrite et orale ;

- Avoir une bonne connaissance d'outils de conception ou de collectes des données (ODK collect, Kobotoolbox et autres) ou de cartographie (QGIS, ArcGIS, etc.);

- Avoir une connaissance des logiciels de traitement des données serait un atout.

IV-METHODE DE SELECTION

Les candidats seront sélectionnés par comparaison de CVs conformément au Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de septembre 2023.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 28 Mai 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Candidature au poste de Responsable de Suivi-Evaluation du PRACAC ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC

Rue Duplex n° 12 /Secteur Blanche Gomez

Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82

E-mail : pracaccongo@gmail.com

Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 08 Mai 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

INDUSTRIE MINIÈRE

La mise en production de la mine de Nabeba prévue en 2025

Les travaux de construction de la mine de Nabeba, dans le département de la Sangha, lancés le 8 mai par les autorités gouvernementales du Congo et du Cameroun, vont s'achever en 2025 avant l'entrée, la même année, dans la phase d'exploitation proprement dite.

Confié au consortium Sangha Mining Développement/Bestway Finances Limited, le projet s'inscrit dans le cadre du mégaprojet de développement des gisements transfrontaliers de fer de Nabeba, au Congo, et de Mbalam, au Cameroun. Le président directeur général de Sangha Mining Développement, Manuel André, a rappelé que la mine de Nabeba ainsi que les futurs projets d'Avima et Badondo représentent un investissement total de près de 10 milliards de dollars, pour plus de 20 000 emplois directs et indirects. Des projets qui devraient générer des retombées fiscales considérables pour la République du Congo.

Selon lui, la mise en production de la mine de Nabeba est prévue pour 2025 avec une exploitation de minerai de fer de haute qualité. Ce minerai essentiel pour l'industrie de l'acier sera extrait en respectant les normes environnementales. « Nous sommes ici pour marquer un tournant décisif non seulement pour notre entreprise mais également pour le département de la Sangha, pour notre pays tout entier. Les permis que nous détenons sur ce site sont le fruit de nombreuses années de travail acharné de planification rigoureuse et d'une collaboration sans faille avec les autorités locales et nationales. Grâce à l'appui de la République du Congo, nous avons pu mettre en place une infrastructure qui respecte les normes environnementales les plus strictes, tout en



Les officiels posant avec les autorités locales/DR

assurant une exploitation optimale des ressources », a-t-il déclaré, précisant que cet effort conjoint est un modèle de développement durable.

Manuel André a, par ailleurs, annoncé le démarrage sous peu du développement des infrastructures ferroviaires et portuaires financées intégralement par leur consortium, avec une planification visant l'opérationnalité complète d'ici à 2027. Le directeur général de Bestway Finances Limited, Alexandre Mbiam, s'est, de son côté, félicité du soutien indéfectible reçu du gouvernement congolais dans toutes les étapes franchies dans le cadre de ce projet. Il a également salué l'implication des présidents Denis Sassou N'Guesso du Congo, et Paul Biya du Cameroun pour l'aboutissement de ce mégaprojet qui signe l'entrée de « ces deux Etats dans une nouvelle ère, celle de l'exploitation de

la mine solide après des années d'exploitation d'énergie faucille. Leur vision et leur engagement indéfectible ont été des piliers de soutien pour que le développement et la réalisation de ce projet colossal voit enfin le jour », a-t-il laissé entendre.

Les réserves de Nabeba estimées à 1, 5 milliard de tonnes

Les ministres camerounais en charge des Transports, Jean Ernest Massena Bibehé, et celui en charge des Industries, des Mines et de la Technologie, Gentry Calistus Fuh, ont tous salué l'apport du ministre congolais Pierre Oba pour la réalisation et la concrétisation de ce projet. « La République du Congo et celle du Cameroun ont décidé d'unir leur destin commun dans la réalisation du programme Projet minier transfrontalier de

l'Afrique centrale, porter de nombreux espoirs et d'importantes retombées y compris économiques, financières et techniques. Le Congo et le Cameroun n'ont expérimenté que l'exploitation du gisement pétrolier et gazier. Dans ces deux domaines, nos deux pays disposent d'importantes réserves qui leur garantissent pour ce qui est du Congo tout particulièrement d'importantes quantités », a indiqué Gentry Calistus Fuh.

Lançant les travaux, le ministre d'Etat, ministre des Industries minières et de la Géologie, Pierre Oba, a rappelé qu'il était temps de donner un signal fort à tout opérateur national ou étranger de cesser de prendre en otage les gisements du Congo et du Cameroun, en les plaçant en bourse à leur profit. Cela pendant que les deux pays sont réduits à attendre indéfiniment

la mise en exploitation, mettant ainsi à mal la réalisation de leurs ambitions.

« Les ressources minières, à l'instar du pétrole, doivent permettre de réduire les écarts de développement social sur le territoire national. Celles de la Sangha doivent favoriser le développement socio-économique et culturel du département qui les renferme dans son sous-sol. Les réserves de fer du gisement de Nabeba sont de l'ordre d'un milliard cinq cents millions de tonnes, celles d'Avima d'un milliard quatre millions de tonnes, et enfin celles de Badondo six cent soixante-dix-neuf millions de tonnes. Les perspectives de production annuelle sont en moyenne de 22 à 35 millions de tonnes pour chaque projet », a souligné le ministre d'Etat.

D'après lui, le mégaprojet d'exploitation conjointe des gisements transfrontaliers de fer Congo-Cameroun va mettre globalement en œuvre la construction de la mine et ses dépendances, l'usine de sidérurgie, les infrastructures de transport avec notamment la construction de la ligne du chemin de fer Badondo-Avima-Nabeba, soit 149 km sur le territoire congolais et Mbalam au port de Kribi, sur près de 540 Km sur le territoire camerounais et, plus tard, la réalisation du chemin de fer reliant le département de la Sangha au Kouilou, long d'environ 1700 km.

Parfait Wilfried Douniama

ŒUVRE PHILANTHROPIQUE

Zonta club de Pointe-Noire assiste les détenues à la maison d'arrêt

Un don d'ustensiles de cuisine et d'autres objets d'utilisation courante a été remis par l'organisation non gouvernementale Zonta club de Pointe-Noire Telema, le 10 mai, aux femmes incarcérées à la maison d'arrêt.

Le don répond aux doléances exprimées il y a quelques jours par les femmes détenues à la maison d'arrêt de Pointe-Noire, lors de la visite des membres de Zonta international dans cette structure pénitentiaire. « Ce don a été rendu possible grâce à la générosité des magasins Orca qui nous ont gracieusement offert tous ces objets de cuisine que vous avez souhaité avoir. Ce ne sera certainement pas le dernier geste que nous vous faisons, d'autres vont suivre, bien entendu, en fonction des moyens à notre disposition. Nous allons également déployer le programme de réinsertion sociale que nous avons prévu pour vous », a dit Me Gervie Philippe Bassint-

sa, présidente de Zonta club de Pointe-Noire Telema, en remettant le don.

Ce geste a été loué par M. Maba, un des responsables de la maison d'arrêt ainsi que la doyenne des femmes détenues qui a remercié très vivement les donatrices.

Signalons que Zonta international est une organisation non gouvernementale, apolitique et non confessionnelle qui œuvre à l'avancement du statut de la femme dans tous les domaines. Créée au début du XXe siècle à Buffalo, Etat de New York, aux Etats-Unis, cette organisation envisage un monde où les droits des femmes sont reconnus et où chacune d'elle est capable d'atteindre son potentiel. Dans



Les membres de Zonta club de Pointe-Noire à la maison d'arrêt/Adiac

un tel monde, les femmes ont accès à toutes les ressources et sont représentées dans les postes de décision sur un

même pied d'égalité que les hommes. Les membres de Zonta club de Pointe-Noire ont été installés officiellement le

13 avril. L'éducation, le social et la santé figurent au centre de leurs priorités.

Hervé Brice Mampouya



TERMES DE REFERENCE RESPONSABLE ACHATS

FONDATION ODZALA-KOKOUA-LOSSI (FOKL),

Candidature recherchée à l'interne et à l'externe

Titre du poste

Acheteur/Approvisionnement

Lieu

Poste basé à Brazzaville avec de fréquents déplacements au Quartier Général du Parc à Mbomo, à la base opérationnelle de Imbalanga- Kokoua Rapporté à Directeur Financier de la FOKL

Durée : 2 ans

Date de début : Mai 2024

Contexte

African Parks Network (APN) est une organisation Sud-africaine à but non-lucratif, fondée en 2000, qui assume la responsabilité directe de la réhabilitation et de la gestion à long terme des parcs nationaux en partenariat avec les gouvernements et les communautés locales. En adoptant une approche commerciale de la conservation, soutenue par le financement des bailleurs de fonds, nous visons à rendre chaque Parc durable à long terme, contribuant ainsi au développement économique et à la réduction de la pauvreté.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses actions la Fondation Odzala- Kokoua Lossi recherche un

Responsable Achat.

Missions et responsabilités liées au poste :

o Elaborer et mettre à jour les plans d'approvisionnement du parc y compris les coûts, le calendrier et les méthodes d'approvisionnement applicables à soumettre à l'approbation du Directeur Financier ;

o Faire le suivi interne des activités d'approvisionnement et de passation des marchés du PNOK ;

o Examiner les spécifications et les termes de référence pour garantir l'exhaustivité, l'exactitude et la conformité aux normes et qualité ;

o Assurer des procédures d'appel d'offres appropriées en cas de besoin ;

o Solliciter et évaluer les offres pour garantir la compétitivité globale, la qualité et la conformité aux

exigences spécifiées ;

o Coordonner la livraison en temps opportun des biens et services ;

o Superviser correctement les procédures de chargement/ de manutention (in handing/ out handing), d'entreposage et d'inventaire ;

o Tenir des stocks de matières premières, de pièces et de fournitures et tenir des registres ;

o Superviser tous les aspects liés à l'importation de marchandises et de fournitures par le biais de l'agence de dédouanement désignée, et assurer le suivi de la documentation pour faciliter le dédouanement en temps réel des fournitures conformément au protocole établi ;

o Assurer la conformité aux SOPS d'approvisionnement d'African Parks et aux procédures des bailleurs de fonds ;

o Surveiller les performances des fournisseurs en ce qui concerne la qualité et la livraison rapide des biens et services ; procéder à leur évaluation annuelle et assurer la mise en œuvre des décisions y relatives ;

o Elaborer et maintenir à jour des fournisseurs agréés dans le respect des meilleurs standards en la matière ;

o Assurer la formation, le recyclage quotidien des responsables de départements de PNOK, sur les procédures d'approvisionnement d'African Parks et les sensibiliser sur le respect des principales

procédures bailleurs ;

o Suivre les paiements des fournisseurs/ prestataires en lien avec l'équipe, de la Finance ;

o Proposer et mettre en œuvre les outils nécessaires pour atteindre les objectifs ;

o Réaliser toutes autres tâches demandées par le supérieur hiérarchique dans le cadre du travail

Relations clés

o Tous les chefs de Départements

o Fournisseurs Nationaux et

Internationaux

o Responsables régionaux d'opérations et de Finances

o Directeurs du Parc

Profil recherché

1. Master en Gestion, Transport et Logistique, passation des marchés ou tout autre diplôme équivalent ; titulaire d'un diplôme supérieur (Bac+3 ou plus) en gestion

2. Forte expérience avérée d'au moins 5 ans dans la gestion des opérations de la chaîne d'approvisionnement ;

3. Parfaite connaissance des procédures d'achats et de passation des marchés au plan national et notamment international ;

4. Parfaite maîtrise du pack Microsoft Office (Outlook, Word, Excel, Powerpoint, etc.)

5. Parfaitement bilingue-Anglais et Français ;

6. Disponible, très organisé, dynamique et proactif ;

7. Sens élevé d'éthique et d'intégrité vivement recherché pour ce poste ;

8. Adhésion aux valeurs d'African Parks ;

9. Posséder une grande capacité d'écoute et avoir

d'excellentes capacités de communication ;

10. Forte volonté de passer du temps dans des conditions isolées ;

11. Solide expérience en procurement international

12. Maîtrise des outils de commerce tels que les Incoterms

13. Expertise en élaboration de conditions de vente incluant les garanties bancaires, lettres de crédit

Dossier de Candidature :

Les candidatures comprenant un CV détaillé, une lettre de motivation et doivent être adressées avant le 20 mai 2024 à l'adresse : rh.odzala@africanparks.org

Nous encourageons vivement les candidatures féminines.

Si vous n'avez pas de réponse de notre part dans les 2 semaines suivant la date de clôture, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Ndinga Vanessa Grâce. Je désire désormais être appelée Atipo Ndinga Vanessa Edna.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

AVIS DE RECHERCHE

Recherche jeune stagiaire dynamique et motivé (Homme) ayant principalement pour formation commerciale ou comptable, maîtrisant l'outil informatique et habitant les quartiers : Ngoyo, Tchimbamba, Aéroport, Mpita, La Base.

Contact : Adressez-vous à l'adresse mail suivante : marietienne81@gmail.com pour plus des amples informations.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une Entreprise de la place recherche un responsable de ressources humaines.

-Diplôme : Bac+5

-Expérience professionnelle : 3ans ou plus

Pour le dépôt des dossiers contacter :

N°Téléphones

00242 06 634 93 33 (WhatsApp)

00242 06 920 22 22 (WhatsApp)

00242 04 420 64 24



FÉDÉRATION CONGOLAISE DE FOOTBALL
MEMBRE DE LA FIFA, DE LA CAF ET DE L'UNIFFAC

AVIS D'APPEL D'OFFRES

No 001 12024/SG /FCF/24

Construction d'un Magasin de vente d'équipements sportifs et d'une Cafétéria au siège de la FECOFOOT

La Fédération Congolaise de Football se propose de réaliser, sur financement Forward 3.0, la construction d'un bâtiment devant abriter un magasin de vente d'équipements sportifs et une cafétéria à son siège, situé au 02, avenue de la libération de Paris.

A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission qui se présentera en un seul lot.

Le processus de sélection se déroulera conformément aux dispositions du Code des Marchés et au Manuel de Procédures de Gestion des Marchés de la Fédération Congolaise de Football.

Tout complément d'information peut être obtenu les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00 à 13h00, à l'adresse suivante :

Fédération Congolaise de Football
02, rue de la libération de Paris
Poto Poto 2 / Brazzaville
Téléphone : (+242) 06 666 84 87
Email : fecofoot@yahoo.fr

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté et retiré au Secrétariat Général de la Fédération Congolaise de Football contre paiement de la somme de Deux Cent Cinquante Mille Francs (250 000) FCFA.

Les soumissions devront être déposées à la seule adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le 26 mai 2024 à 12 heures précises.

Les soumissions reçues après ce délai, en date et heure, seront rejetées.

Celles reçues dans les délais seront ouvertes en une (01) étape, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés. Le représentant mandaté doit être muni d'une procuration, afin d'être accepté en salle de dépouillement.

Les entreprises soumissionnaires seront informées des date et heure de l'ouverture des plis y afférents.

Fait à Brazzaville le 06 mai 2024

Le Secrétaire Général de la Fédération
Congolaise de Football



DIPLOMATIE

Xi Jinping termine sa tournée européenne par la Hongrie

Après Paris et Belgrade, le président chinois, Xi Jinping, a bouclé sa tournée européenne par la Hongrie où il a reçu un accueil chaleureux, entre liens économiques florissants et convergence de vues sur l'offensive russe en Ukraine.

Le président chinois, Xi Jinping, est reparti vendredi de Budapest, bouclant sa première tournée européenne depuis 2019. Durant son séjour, il a eu de nombreux entretiens avec le président hongrois, Tamas Sulyok, et le premier ministre, Viktor Orban. Évoquant des relations diplomatiques «à leur apogée» en 75 ans d'histoire, le dirigeant chinois a annoncé le renforcement du «partenariat stratégique» déjà florissant avec le pays d'Europe centrale. Il a appelé la Hongrie, qui présidera l'Union européenne au second semestre, à jouer un rôle plus important dans le développement de la coopération entre la Chine et cette organisation.

Au total, dix-huit accords commerciaux ont été divulgués, des liaisons ferroviaires au secteur nucléaire, en plus des usines de batteries et voitures électriques qui poussent partout sur le sol hongrois.

Pour son premier voyage en Europe depuis 2019, Xi Jinping a également fait escale en Serbie, autre pays très amical, où le président Aleksandar Vucic lui a réservé un accueil sous le signe du «respect» et de «l'amour».



Le président chinois Xi Jinping serre la main du Premier ministre hongrois Viktor Orban, avant une cérémonie de bienvenue au château de Buda, à Budapest, le 9 mai 2024/ AFP - Vivien Cher Benko

En Serbie comme en Hongrie, le géant asiatique a beaucoup investi, notamment dans les secteurs minier et manufacturier pour l'un, dans les batteries et véhicules électriques pour l'autre.

Message à l'Europe

En France accueilli lundi dernier au Palais de l'Élysée à Paris, puis le lendemain dans le massif des Pyrénées, Xi Jinping

aura eu des échanges «francs» avec le président Emmanuel Macron sur les différends commerciaux Chine-Europe ou encore les liens Pékin-Moscou vus avec suspicion par les Occidentaux sur fond de guerre en Ukraine, tandis que la Serbie et la Hongrie entretiennent des relations proches avec la Russie et la Chine. Car Pékin et Budapest sont sur la même longueur

d'onde, plaidant pour un règlement pacifique en Ukraine tout en restant proche du Kremlin. Emmanuel Macron et Xi Jinping n'ont pas cherché à dissimuler leurs différends sur le commerce entre l'Europe et la Chine et le président français a appelé à un cadre de concurrence loyale.

Conviée pour afficher un front continental uni, la présidente

de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prévenu que l'Union européenne prendrait des décisions fermes pour protéger son économie, dénonçant l'afflux de véhicules électriques chinois massivement subventionnés. «Le soi-disant problème de la surcapacité de la Chine n'existe pas», leur a répondu Xi Jinping. Concernant l'Ukraine, il s'est voulu plus consensuel, réaffirmant sa volonté d'œuvrer à une solution politique. Et il a apporté son soutien à une trêve olympique à l'occasion des Jeux de Paris cet été, poussés également par Emmanuel Macron.

Cette trêve pourrait servir, s'agissant de l'Ukraine, à enclencher un processus plus politique après plus de deux ans de conflit. Mais Paris, qui insiste depuis un an pour que Pékin fasse pression sur la Russie pour contribuer à mettre fin à la guerre, se veut lucide sur les chances limitées d'une percée rapide. D'autant que le président chinois reste le principal allié de son homologue russe, Vladimir Poutine, qu'il doit recevoir prochainement.

D'après AFP

EXPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE VERS L'UE

Trois pays africains autorisés, deux radiés

Grâce au respect des normes sanitaires et de qualité de l'Union européenne (UE), trois pays africains viennent de décrocher l'autorisation d'exporter des produits tels que le miel et les mollusques d'aquaculture vers le marché européen.

Cette reconnaissance renforce leur intégration économique avec l'UE et ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de leur secteur agroalimentaire. En revanche, deux autres pays africains se sont fait radier de la liste des pays autorisés à exporter des produits d'origine animale vers l'UE. Le règlement européen d'exécution 2024/334 ouvre de nouvelles perspectives pour plusieurs pays africains souhaitant exporter des produits agroalimentaires d'origine animale vers le marché européen. Après s'être conformé aux normes strictes de l'UE, le Maroc, le Rwanda et l'Afrique du Sud ont eu l'aval pour exporter leur miel et leurs mollusques d'aquaculture. Une avancée qui témoigne de la volonté européenne d'approfondir ses liens commerciaux avec l'Afrique. Il s'agit d'une mise à jour réglementaire, elle s'inscrit dans la politique commerciale européenne visant à ouvrir prudemment ses frontières aux importations issues de pays tiers, sous réserve du respect de normes de sécurité sanitaire parmi les plus exigeantes au monde.

Un processus long et fastidieux pour les pays candidats, qui doivent revoir en profondeur leurs systèmes de contrôle et démontrer des capacités de traçabilité équivalentes à celles en vigueur dans l'UE. Le Maroc et le Rwanda, nouvellement agréés pour le miel, disposent désormais d'une certification phytosanitaire leur permettant de rassurer les consommateurs européens. L'Afrique du Sud étend, quant

à elle, son offre exportable avec les mollusques/gastéropodes marins d'élevage, une filière émergente à fort potentiel. Un gage de qualité sanitaire indispensable sur ce marché ultra-concurrentiel.

Pour une meilleure intégration commerciale

Au-delà des simples enjeux sanitaires, cette reconnaissance mutuelle des normes constitue une étape cruciale vers une meilleure intégration économique entre l'UE et l'Afrique. En facilitant les échanges de produits-clés comme le miel ou les fruits de mer, elle contribue à réduire les barrières commerciales tout en stimulant les investissements dans la modernisation des filières agroalimentaires africaines. Une ouverture qui profite à tous: pour les consommateurs européens, l'accès à un plus large éventail de produits de qualité à des prix compétitifs, pour les exportateurs africains, la possibilité de diversifier leurs débouchés et d'améliorer leurs marges dans un marché premium. Des retombées économiques pour les pays concernés en termes de balance commerciale, d'emplois et de développement rural.

Vive concurrence internationale

Confrontées à une vive concurrence internationale, les entreprises africaines devront impérativement maîtriser leurs coûts de production et logistique pour rester compétitives. La montée en gamme vers des produits à plus forte valeur ajoutée

représente également un axe de différenciation stratégique. L'application effective de ce nouveau règlement, prévue pour le 29 novembre 2024, promet de nouvelles évolutions dans les mois à venir. D'autres pays comme le Kenya ou la Jamaïque, récemment radiés faute d'avoir actualisé leurs plans de contrôle, tenteront de réintégrer la liste. Une dynamique, tant les enjeux économiques et sanitaires sont déterminants pour la compétitivité du secteur agroalimentaire africain.

Le Kenya et le Mozambique out

Le règlement européen d'exécution 2024/334 n'a pas fait que des heureux sur le continent. Deux pays africains ont été radiés de la liste des pays autorisés à exporter des produits d'origine animale vers l'UE. Le Kenya a été radié car il n'a pas soumis de plan de contrôle actualisé pour les produits composites utilisant du lait transformé et/ou des œufs transformés en provenance de l'UE ou d'un pays tiers agréé. Le Mozambique a également été radié pour la même raison, à savoir le non-renouvellement de son plan de contrôle pour les produits composites à base de lait et/ou œufs transformés importés. Les deux pays ont été retirés de la liste en raison d'un manquement administratif, n'ayant pas fourni dans les délais les documents attestant que leurs systèmes de contrôles sanitaires respectaient les normes européennes pour ces produits spécifiques.

Noël Ndong

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Afrique a besoin de 1600 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2030

Le continent noir a besoin de 1 600 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), a indiqué la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA-ONU).

Dans une déclaration ministérielle, la CEA-ONU a indiqué que les dépenses effectivement consacrées aux ODD sur le continent africain sont inférieures au montant nécessaire pour les atteindre et qu'il en résulte un cercle vicieux dans lequel les déficits d'investissements accentuent l'exposition de l'Afrique aux risques et aggravent les incidences que ces risques pourraient avoir.

Une situation qui limite les marges de manœuvre budgétaires, accroît les coûts de financement et creuse davantage les déficits d'investissements, a souligné la déclaration.

Le 10e Forum régional africain pour le développement durable avait noté, de son côté, avec une vive inquiétude qu'à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la plupart des cibles des ODD.

N.Nd.

COMMUNIQUE DE PRESSE

AVIS FINANCIER BGFIBank CONGO

Une performance record enregistré en 2023 :

BGFIBank Congo confirme sa place de leader du marché bancaire congolais et maintien trajectoire de croissance.

Brazzaville, Congo – le 24 Avril 2024

Tableau des états financiers :

En millions FCFA	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Variation (%)	Conversion EUR 2023	Conversion USD 2023
Total Bilan	490 288	566 241	684 798	21%	1043,97	1153 ,58
Situation nette	60 888	66 498	60 620	-9%	92.41	102.12,
Dépôts	274 935	364 944	430 613	18%	656,47	725,39
Crédits	367 351	376 144	408 781	9%	623,18	688,62

En millions EUR	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Variation (%)	Conversion EUR 2023	Conversion USD 2023
Produit Net Bancaire	24 669	31 228	44 234	42%	67.43	74,52
Frais Généraux	18 636	20 454	22 889	12%	34.89	38,56
Résultat Brut d'Exploitation	6 112	11 204	21 421	91%	32,65	36,08
Résultat Net	5 610	9 121	22 785	150%	34,74	38,38

Cours du change fixe : EUR/XAF : 655,957

Cours du change USD/XAF :593,6262.

Les chiffres arrêtés au terme de l'exercice 2023 indiquent des performances historiques pour **BGFIBank Congo** marquée par un résultat net **Fcfa 22 785 millions** jamais atteint depuis sa création. Cette performance par rapport à l'exercice 2022 est la conséquence du renforcement de l'activité commerciale et la maîtrise de risque global. Elle est détaillée ci-dessous :

- > Un total bilan en progression de **21%** ;
- > Des dépôts de la clientèle qui se bonifient de **18%**, conséquence du dynamisme commercial et de la proximité client ;
- > Des crédits à la clientèle qui évoluent de **9%** en dépit du glissement d'une part importante de l'encours crédit du fait de la titrisation ;
- > Une trésorerie nette en évolution de **63%** sous l'effet de la hausse des emplois de trésorerie et de la hausse des dépôts ;
- > Un PNB en progression de **42%** par rapport à 2022 et en dépassement de l'objectif de **19% (Fcfa 37 185 millions)**. Il est relevé par le niveau significatif des commissions perçues et la bonification des marges d'intermédiation en lien avec les mouvements enregistrés au bilan et notamment sur les emplois de la clientèle, les actifs financiers et de trésorerie ;
- > Un RBE qui croît de **91%** comparé à 2022 pour s'établir à **Fcfa 21 419 millions**, impulsé par l'embellie du PNB et la hausse maîtrisée des frais généraux ;
- > Un coût de risque global bien maîtrisé en lien avec la surveillance accrue des engagements sensibles.

Le coefficient d'exploitation s'établit à **52% contre 66 %** en N-1 et budgété à **56%** ;

En conformité avec le plan stratégique du Groupe, notre ambition est de maintenir notre trajectoire de croissance pour demeurer le leader de la place bancaire.

À PROPOS DE BGFIBank CONGO

BGFIBank Congo est présente depuis 24 ans en république du Congo.

Organisée en lignes métiers (Banque de financement des entreprises & Institutionnels, Banque de détail et banque privée & gestion d'actifs), BGFIBank Congo a l'ambition permanente de satisfaire chacun des segments de sa clientèle en leur proposant, à travers son réseau de 15 agences et espaces dédiés établit sur l'ensemble du territoire national, des offres adaptées mais avant tout la meilleure qualité de service qui soit.

Suivez-nous sur



Écoute - Qualité - Client

Tel. : 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

ENVIRONNEMENT

11000 essences d'acacias plantées à Bambou-Mingali

Le coup d'envoi de l'opération de planting a été donné par la ministre de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, le 11 mai, à Bambou-Mingali, dans le Pool, au site du Programme national d'afforestation et reboisement (Pronar). Le planting d'acacias effectué par le personnel de la Banque postale du Congo (BPC) vise à réduire l'empreinte carbone de cet établissement financier public.

Les 11000 essences d'acacias auriculiformis ont été enfouies dans le sol sur un terrain de dix hectares, selon un écartement de 3m x 3m, soit une densité de 1100 tiges à l'hectare. Cette espèce d'arbre est réputée pour sa capacité à enrichir le sol et à le rendre fertile. L'initiative de la BPC dénommée "Un agent, une action verte" contribuera à booster la production agricole dans cette localité située à environ 60 km de Brazzaville, selon Pierre Taty, le directeur de cabinet de la ministre de l'Économie forestière.

Le site choisi pour le planting d'arbres de la BPC est celui consacré aux activités de plantation en vue de consolider le massif forestier du Congo. « La plantation forestière permettra à la population riveraine d'exploiter les interlignes aux fins d'installer des cultures vivrières et d'assurer le sarclage autour des plants. Grâce à cette pratique agroforestière, ce planting va constituer une source de revenus pour plus de dix familles riveraines. L'acacia contribuera à enrichir le sol au profit de la population locale », a souligné Pierre Taty, invitant les autres structures à imiter la BPC.

L'objectif de l'initiative «Un agent, une action verte»,

d'après Calixte Médard Tabangoli, le directeur général de la BPC, est de réduire l'empreinte carbone de la banque publique ayant intégré la norme ISO 14001 dans sa stratégie managériale. Cette initiative représente la contribution de l'institution à la réalisation de l'Objectif de développement durable n°1 sur la réduction de la pauvreté, a-t-il ajouté, à moins de deux mois de la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR1), à Brazzaville.

« En prélude à la CIAR1 prévue du 2 au 5 juillet, à Kintélé, banlieue Nord de la capitale, cette initiative intègre la Décennie africaine et mondiale d'afforestation et de reboisement lancée par le président Denis Sassou N'Guesso. Une initiative lancée lors de la Cop27 en Égypte, première



La photo souvenir après le dévoilement de la plaque BPC/Adiac

conférence des Nations unies sur le climat à laquelle la BPC a pris part. Le personnel de la banque est particulièrement fier de poser un acte aussi fort et d'exprimer sa maturité sur la compréhension qu'il a des enjeux liés à la préservation de la biodiversité », a déclaré

Calixte Médard Tabangoli. En plus de l'activité bénévole menée par les travailleurs de la BPC, a souligné la ministre de l'Environnement, l'implication des collectivités est importante pour renforcer la préservation des écosystèmes forestiers. Le planting d'arbres

contribue à l'essor d'une économie circulaire au Congo, à travers le commerce de crédit carbone. « D'où l'importance d'adopter des actions vertes comme celles que nous menons aujourd'hui pour gérer durablement notre environnement, notamment végétaliser les espaces, en plantant un maximum d'arbres sur des milieux favorables afin de lutter contre le changement climatique et la dégradation des terres », a-t-elle lancé.

L'initiative du planting, retons-le, a bénéficié du soutien d'autres partenaires comme le Programme des Nations unies pour le développement, le Pronar, la Banque des États de l'Afrique centrale...

Fiacre Kombo

« En prélude à la CIAR1 prévue du 2 au 5 juillet, à Kintélé, banlieue Nord de la capitale, cette initiative intègre la Décennie africaine et mondiale d'afforestation et de reboisement lancée par le président Denis Sassou N'Guesso. Une initiative lancée lors de la Cop27 en Égypte, première conférence des Nations unies sur le climat à laquelle la BPC a pris part. Le personnel de la banque est particulièrement fier de poser un acte aussi fort et d'exprimer sa maturité sur la compréhension qu'il a des enjeux liés à la préservation de la biodiversité »

COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERGÉNÉRATIONNEL SUR LE ROYAUME LOANGO

Les organisateurs signent un partenariat avec le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

Le colloque scientifique intergénérationnel sur le royaume Loango se tiendra du 27 au 29 juillet prochain à Pointe-Noire. En prélude à ces assises, le président du comité d'organisation, Demeo Azia Ngot, est allé signer un partenariat avec le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, représenté par sa directrice générale, Bélinda Ayessa.

Le colloque scientifique intergénérationnel sur le royaume Loango aura pour thème « Origines, fondements, vie et existence ». Son promoteur Demeo Azia Ngot, accompagné du président de l'association Bantu culture, Chérel Otsiamingi, est allé à la rencontre de Bélinda Ayessa pour solliciter un partenariat en vue de la réussite de cet événement culturel qui renseigne les générations actuelles sur les origines profondes du royaume Loango. Il a remis un présent d'une statuette, symbole de la fertilité, à la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

Demeo Azia Ngot a expliqué le sens de sa venue à ce mémorial. « Après la cérémonie de lancement des travaux préparatoires du colloque, nous nous préparons pour sa phase exécutoire qui interviendra du 27 au 29 juillet prochain, à



La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza recevant les éléments de l'organisateur du colloque/Adiac Pointe-Noire. Organiser un colloque scientifique intergénérationnel sur le royaume de Loango demande du professionnalisme. Donc pour bien mener cette activité, il est de bon aloi qu'on visite le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza et rencontrer sa directrice générale qui n'est

un partenariat qui accompagnera le comité scientifique à travailler pour aboutir à la réalisation de ce colloque. Nous travaillons dans l'optique de renseigner les générations actuelles sur l'histoire du royaume Loango, en particulier; et de tous les royaumes du Congo, en général », a-t-il précisé.

Pour sa part, la directrice générale du musée de mémoire et de l'histoire du Congo, Bélinda Ayessa, s'est dite heureuse de cette initiative louable qui contribuera sans nul doute à redorer l'image du royaume Loango ainsi qu'à mieux le faire connaître afin de lui redonner ses lettres de noblesse. Rappelons que le lancement des travaux préparatoires de ce colloque a eu lieu à Pointe-Noire, le 24 avril dernier.

Bruno Zéphirin Okokana

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER
DÉLEGATION GÉNÉRALE AUX GRANDS TRAVAUX

COORDINATION DES MARCHES PUBLICS
ET DE LA RÉGLEMENTATION
DÉPARTEMENT DES MARCHES PUBLICS

AVIS DE PRÉ-QUALIFICATION

N° 2024 - 001/MATIER/CMPR-DMP

« Travaux pour la pérennité de la corniche de Brazzaville entre le carrefour
Fulbert YOULOU et la Case De GAULLE ».

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - travail - Progrès

1. Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), pour couvrir le coût du projet relatif aux travaux pour la pérennité de la corniche de Brazzaville entre le carrefour Fulbert YOULOU et la Case De GAULLE.

2. Conformément à la réglementation de la République du Congo, la Maîtrise d'Ouvrage a été déléguée au Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier / Délégué Général aux Grands Travaux.

3. Le Maître d'Ouvrage délégué entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour exécuter les travaux ci - après regroupés en un seul lot :

- prolongement des butées de pied en enrochements aux environs des culées du viaduc Makélékélé afin de sécuriser les berges du fleuve moyennant des massifs en gabion ;

- stabilisation du pied de la section courante de la falaise où des risques d'instabilité par battillage ont été relevés, du type butée en gabion ou en enroche-

ments éventuellement combinée avec une plantation en bambou ;

- mise en place au niveau des extrémités des descentes d'eau en enrochements bétonnés qui doivent être renforcées vis-à-vis des risques d'affouillement avec un matelas approprié en enrochements ou en gabions muni d'un dispositif de filtration à la base ;

- aménagement de sentiers et de chemins piétons qui constituent des lignes d'écoulement préférentielles des eaux de surface favorisant les risques d'érosion et de ravinement notamment au niveau des sections sablonneuses lâches, en veillant à les combiner, autant que possible, avec les descentes d'eau en place de manière à pouvoir limiter les quantités d'eau qui y arrivent ;

- aménagement des sources d'eau relevées à l'aval de la route pour éviter les risques d'érosion et d'instabilités qu'elles pourraient causer aux zones sableuses se situant à l'aval ;

- renforcement des extrémités des enrochements bétonnés au droit du Pont de Makélékélé moyennant des retours d'une dizaine de mètres du côté « berges du fleuve » et une protec-

tion en gabion bien ancrée dans l'assise stable.

Les avis d'appel d'offres devraient être lancés en Juillet 2024.

Les dossiers de candidatures devront comprendre les éléments suivants :

- Une lettre de motivation
- Une note de présentation de l'entreprise faisant ressortir les informations ci-après :

- l'expérience générale du candidat
- les références sur les prestations similaires déjà exécutées ou en cours d'exécution par le candidat (intitulé de la prestation ; nom et adresse du client, coût de la prestation, source de financement année, lieu et délai d'exécution) au cours des dix dernières années ;

- la capacité financière ;
- toutes autres informations jugées pertinentes en rapport avec la prestation.

4. Les Candidats intéressés peuvent télécharger le jeu complet du Document de Pré-qualification en Français sur le site afd.dgmarket.com ou se rapprocher du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures

et de l'Entretien Routier à la Délégation Générale aux Grands Travaux, au 5ème étage, porte 506 et/ou porte 509, Place de la République, ex rond-point du centre culturel français (CCF), ex-immeuble du Ministère du Plan.

5. Les Dossiers de Candidature pour la pré-qualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée délivrée à l'adresse ci-après au plus tard le 12 juin 2024 à 12 heures 30 minutes, heure locale et doivent être clairement marquées « Candidature de pré-qualification pour les travaux de construction de la corniche de Brazzaville ».

Tout dossier remis après cette date sera automatiquement écarté.

6. Les plis seront ouverts le 12 juin 2024 à 13 heures 30 minutes, en présence des représentants des candidats qui souhaitent être présents à l'ouverture.

Fait à Brazzaville, le

Le Délégué Général aux Grands Travaux,

Oscar OTOKA.-

INSERTION LEGALE CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ GBOSS MULTI-SERVICES,

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000.000 FCFA
Siège social : 62 Avenue Energie après les Délices Mae en face de l'aéroport Agostino-Neto, Arrondissement N°1 Lumumba.
Tel 06 639 93 52
Email : info@gbossmulti-services.com

Suivant acte authentique reçu par Maître NIATI-TSATI Serge, Notaire, en date du 12 Mars 2024, enregistré à Pointe - Noire aux domaines et timbres de MPAKA, le 20 Mars 2024 sous le folio 024/20 N°0448, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée (SARL) en République du Congo, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée (SARL)

Dénomination : GBOSS MULTI-SERVICES

Capital : 1.000.000 FCFA

Objet Social : La Société a pour objet social tant en République du Congo qu'à l'étranger.

Activités :

- Transports Maritimes et côtiers (Consignation des navires)
- Transit (Organisation du Transport du fret)
- Transport par conduite (Transport et Logistique)
- Formation qualifiante, sous-traitance et prestation de services

Gérance :

Cette société est gérée par Monsieur NGOUALA Armand Blaise Roland, respectivement nommé gérant de ladite société.

Durée : 99 ans

RCCM : CG-PNR-01-2024-B12-00059

Pour Avis

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gouesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



INTERVIEW

Diane Toffoun : « Les cibles, ce sont généralement les professionnels des archives »

Coordonnatrice du programme FormArchives de l'École du patrimoine africain (EPA) de Porto-Novo au Bénin, la chargée de programme médiation, pôle Musées a participé au lancement du « Programme de coopération 2024-2028 » du Musée Royal d'Afrique central (MRAC) avec la RDC. Dans cet entretien accordé au *Courrier de Kinshasa* à la fin de l'atelier, tenu du 24 au 26 avril, elle met en lumière l'institution internationale à vocation panafricaine.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Membre de la délégation de l'AfricaMuseum participant au lancement de son « Programme de coopération 2024-2028 » avec la RDC, il semble que vous n'êtes pourtant pas dans le rang de ses scientifiques ...

Diane Toffoun (D.T.) : En effet, je suis Diane Toffoun, je viens du Bénin, précisément de Porto-Novo où je travaille à l'EPA, une institution internationale à vocation panafricaine spécialisée dans la conservation et la médiation du patrimoine culturel et naturel. Je suis à Kinshasa sur invitation du MRAC dans le cadre de son programme de coopération avec la RDC. Ma présence ici est en rapport avec la coopération muséale car, depuis près de quinze ans, nous mettons en place des programmes de formation pour les archivistes, bibliothécaires et les personnes qui gèrent les centres de documentation. Que ce soit ici en RDC, mais aussi au Rwanda et au Burundi.

L.C.K. : Dans le cadre du nouveau programme de coopération, où se situe votre apport et avec qui travaillez-vous actuellement ?

D.T. : Le programme actuel va être basé sur quatre volets toujours au niveau des archives. En premier, c'est le programme FormArchives, le second appelé ImmArch, immersion dans les archives pour les doctorants en sciences humaines qui ont besoin de consulter des documents en histoire pour avancer dans les recherches de leur thèse. Et, il y a deux nouveaux destinés à la gestion des réserves. L'organisation des

collections en réserve pour organiser leur meilleure survie. Il y a aussi la recherche de provenance de tous les objets manquants. En plein dans les questions de restitution actuelles, on les lie beaucoup aux questions de recherche de provenance. Les cibles, ce sont généralement les professionnels des archives mais aussi les responsables de collections, appelés régisseurs, ceux qui travaillent dans les centres de documentation et, pour les questions de provenance, nous irons maintenant vers les jeunes chercheurs qui travaillent sur ces thématiques-là dans les musées.

L.C.K. : Les questions muséales et de restitution sont abordées avec beaucoup de sérieux au Bénin, les avancées notables donnent l'impression que tout se passe de manière naturelle. Pourriez-vous nous en dire un mot ?

D.T. : Je ne dirai pas que ce soit si naturel, c'est peut-être beaucoup plus lié à une volonté politique, un engagement pris par nos dirigeants actuels. Ils ont voulu faire du patrimoine culturel, des questions des musées, des sujets importants de développement touristique. Le chef de l'Etat actuel veut faire du Bénin une destination touristique, c'est un fort potentiel pour amorcer le développement du pays. Aussi investit-il beaucoup sur la construction de nouveaux équipements muséaux. En ce moment, nous travaillons énormément à la cité musée à Ouidah au centre de laquelle nous avons la Mame, la Maison de la mémoire et de l'esclavage qui devrait ouvrir ses portes cette année. Et, à Abomey, il y a le projet du Murad, le Musée des rois

et des amazones du Danxomé à Porto-Novo, il sera dédié au vaudou (Vodun), c'est le Musée international du Vodun/Orisha, orisha qui veut dire vaudou en yoruba, une langue de chez nous. A Cotonou, nous aurons notre Musée d'art contemporain, également en projet. Il existe une réelle volonté, un engagement politique pour que ce secteur connaisse un essor pour ne pas dépendre que des aides financières extérieures. C'est vrai que plusieurs partenaires sont engagés avec nous, notamment la France, mais l'impulsion est vraiment partie du chef de l'Etat qui tient à tous ces projets. Evidemment, il a commencé sur les questions de restitution, il y est revenu dès sa prise de fonction au premier mandat. Il a réclamé fortement les œuvres spoliées parties en France. Il y a eu énormément d'échanges autour de ces vingt-six œuvres que nous avons finalement reçues. Cela a vraiment amorcé cette question et manifesté le désir de voir les musées existant auprès des populations pourvu qu'on leur offre ce qu'il faut, que l'on suscite leur intérêt. L'exposition des vingt-six œuvres au Palais de la Marina, le palais de la présidence, a reçu énormément de visiteurs, l'on a senti que les populations en veulent bien pourvu qu'on leur donne à voir.

L.C.K. : L'EPA entretient-elle des liens avec la RDC, en existe-t-il une antenne ici ?

D.T. : Il n'existe pas d'antenne à Kinshasa mais nous nous appuyons beaucoup plus sur les institutions en place parce que de Porto-Novo, nous ne pouvons que compter sur les forces en présence. Nous gardons



beaucoup de bons contacts avec les personnes qui sont passées dans nos formations à l'EPA. Elles constituent un peu notre réseau de professionnels. Nous en avons dans chacun des pays que couvre l'EPA, il s'agit à la base de vingt-six pays francophones et lusophones de l'Afrique subsaharienne. Et, maintenant que l'Union africaine nous a conféré une vocation panafricaine, nous devrions couvrir tout le continent. Pour le moment, les professionnels qui sont passés par nos formations à l'EPA jouent le rôle d'antenne dans leurs pays. Nous nous appuyons sur eux pour mener nos activités.

L.C.K. : Pourriez-vous nous parler de la structuration des formations de l'EPA ?

D.T. : FormArchives, par exemple, est structuré à partir d'un appel à candidatures destiné à toutes les personnes chargées des archives au niveau des instituts d'archives, des bibliothèques et de toutes sortes d'institutions, universités, banques, etc. Elles peuvent postuler pour bénéficier d'une bourse de formation qui comprend une première phase de formation intensive en ligne. Ensuite, est organisée une formation très intensive en présentiel à Porto-Novo pendant six semaines qui demande de l'attention et de l'énergie parce que nous faisons beaucoup de travaux pratiques. Nous faisons en sorte de tirer le meilleur

des participants. Ainsi, lors des évaluations qui s'ensuivent, nous sélectionnons les quatre meilleurs pour un suivi plus renforcé de trois mois en Belgique, à l'AfricaMuseum. Nous avons déjà réalisé trois éditions avec ce programme spécifique et nous allons continuer dans ce sens.

L.C.K. : A quelle fréquence organisez-vous les FormArchives ?

D.T. : En principe, nous le faisons tous les deux ans. Nous le faisons ainsi depuis 2012 jusqu'au moment du covid où nous avons tout arrêté. Comme nous reprenons, avec le nouveau programme de coopération, étant donné que c'est sur la base d'accords à renouveler, nous allons relancer ces activités incessamment. Je ne peux pas encore avancer de date parce que nous devons en discuter avec nos partenaires du Musée royal. Au moment opportun, nous publierons les documents qu'il faut pour informer les professionnels ciblés.

L.C.K. : Quelle responsabilité Diane Toffoun assume-t-elle à FormArchives ?

D.T. : C'est moi qui assure la coordination de ses activités au niveau de l'EPA à Porto-Novo. Je suis le répondant pour l'organisation de toute la logistique mais aussi la programmation des enseignements.

Propos recueillis par Nioni Masela

FOIRE DE TOURS

Le Congo participe à l'édition 2024

Venue au titre de l'Agence nationale des artisans du Congo (Anac), la délégation conduite par le directeur départemental de Brazzaville, Bertrand Loemba a effectué le déplacement de Brazzaville à Tours, en France, pour mettre en avant le savoir-faire congolais à la plus grande « vitrine commerciale » de la région.

Si leurs collègues sont à la foire de Paris, Diane Scholastique Miangounina, peintre plasticienne / Création Kimia ; Sabrina Sala, Styliste / Sside et Clarisse Louvouezo /Création LC ont été missionnées par leur ministère de tutelle, avec le relais administratif de la directrice Mireille Opa Elion, à venir représenter le Congo à la foire de Tours, avec un thème qui vous plonge au cœur de l'Olympisme, du 3 au 12 mai, au Parc des expositions.

Au programme de l'agenda des dix jours : échanges, découvertes, démonstrations, animations, rencontres, dégustations...

Pour toutes les trois, c'est assurément un émerveillement et une fierté d'être présentes, et ce, en première ligne, en tant qu'ambassadrices de l'art congolais. En exposition, des œuvres d'art qui, de par leur conception, permettent de transcender les frontières. « Nous sommes à la fois les athlètes et les relayeurs de l'art congolais », s'est exprimée Diane Scholastique Miangounina, toujours en quête de la promotion de la peinture congolaise.

Pour la peintre-plasticienne dont l'expérience émane de sa jeune enfance et à l'habileté af-



Foire de Tours 2024, stand du Congo/Marie Alfred Ngoma

fûtée par la suite à l'issue de sa formation à l'École de peinture de Poto-Poto où, en 1990, elle admirait les œuvres de son frère déjà pensionnaire de cet établissement, c'est l'occasion de venir montrer ses œuvres dénotant d'un mariage du semi-abstract avec l'art contemporain. Œuvres au travers desquelles

elle berce dans l'humanitaire et se propose de sensibiliser en appui des Objectifs du millénaire pour le développement. Elle aime bien rappeler à la presse qu'elle avait présenté un tableau lors de l'exposition organisée par Les Dépêches de Brazzaville sur l'artiste Passi, au 38, rue Vaneau, à Paris.

En un autre endroit du stand sont exposés divers objets ornés en perles, créations de la perlière Clarisse Louvouezo. « Les visiteurs viennent à la découverte des charmes des perles », leur confie-t-elle. Et de presque s'excuser par le prix encore élevé de la gamme qu'elle propose : sacs à main, coffrets, lampes de

chevet, bijoux de charme prêts à resplendir sur un cou nu ou le poignet. En poussant la curiosité, elle explique son métier appris en Algérie et dont la matière première vient du Nigeria. « J'ai un atelier au Congo où je transmets mon savoir-faire mais, en ce moment, nous sommes en difficulté car le covid-19 nous a freinées dans notre élan de production. Nous sommes obligées de relancer l'activité relevant des métiers en respect avec la nature », se justifie-t-elle.

Le stand propose également un emplacement réservé à la Sape. C'est le coin de la styliste Sabrina Sala. « C'est ma première exposition à l'étranger », explique la représentante de « Sside ». Cette mise sur orbite à l'international par l'Anac lui permettra par la suite de mieux faire valoir sa collection en tenant compte de l'aspect vestimentaire des saisons.

Profitant de l'agenda de travail offrant des ponts en cette période de mai, les Congolais de Touraine viennent volontiers visiter le stand de leur pays d'origine, « heureux de retrouver une représentation du Congo à la foire de Tours 2024 », a confié Viviane Koumou.

Marie Alfred Ngoma



Michel Jean Martial KONGO
29 Septembre 1944 - 01 Avril 2024

Contacts :
+33610021186 / +33604138715

Programme des obsèques du Ministre

Jeudi 16 mai 2024 — 11h00
Mise en Bière et Recueillement.
Adresse : 7 Rue du souvenirs Français
57100 THIONVILLE

Vendredi 17 mai 2024 — 13h00 à 15h00
Hommage et exposition
Funérarium des Joncherolles.
Adresse : 95 Rue Marcel SEMBAT
93430 VILLETANEUSE.

Samedi 18 mai 2024 — 15h00 à 5h00
Veillée à la Salle JENNY
Adresse : 1 Avenue Jenny 92000 NANTERRE

Lundi 20 mai 2024
Départ pour Brazzaville pour des
obsèques officielles

FESTIVAL DU CINÉMA EUROPÉEN ET AFRICAIN

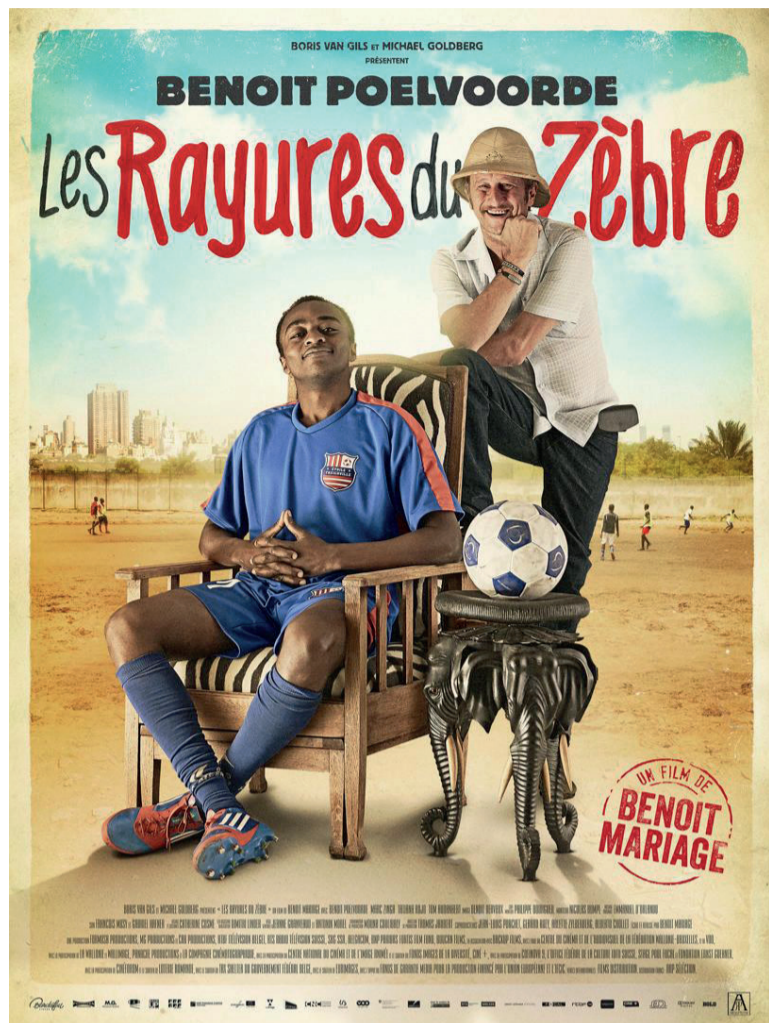
Une sélection minutieuse à découvrir

En marge de la célébration du mois de l'Europe du 7 mai au 28 juin, il est organisé le festival du cinéma européen et africain dans l'objectif de proposer un regard croisé culturel et des discussions sur les différentes thématiques que soulèvent les films au programme.

Initié par la délégation de l'Union européenne en partenariat avec l'Institut français du Congo (IFC), le festival du cinéma européen et africain c'est une programmation variée de films, européens et africains, à faire découvrir au public. Dans un format itinérant à travers Brazzaville, Pointe-Noire et Owando, l'événement proposera au public une programmation variée, mêlant comédie et drame, tantôt des regards croisés entre l'Europe et l'Afrique, tantôt des réalités propres à l'un ou à l'autre des continents, parfois pas si différentes. Fictions ou documentaires de la France en passant par la Suède, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique avec des incursions en République démocratique du Congo, au Congo, au Burkina-Faso et au Sénégal..., cette édition se veut également un moyen de découverte et de brassage culturel. Selon, Azaad Mante, responsable Communication à la délégation de l'Union européenne-Congo, chaque séance offrira la possibilité au public d'échanger sur le film avec l'équipe du Ciné-club de l'IFC. Voici les films au programme à Brazzaville. L'entrée est gratuite.

« **Iview wie wie ivie** » (Précieuse Ivie) de Sarah Blasskiewitz

Après les deux premières projections, le tour reviendra le 14 mai, à l'esplanade de l'ex-Télé



Congo, à Baongo, pour la diffusion du film « Iview wie wie ivie ». De par son apparence, sa couleur de peau foncée et ses cheveux noirs bouclés, Ivie, une jeune afro-germanophone, est souvent interrogée sur ses origines ethniques et s'en trouve frustrée. La rencontre inattendue avec sa demi-sœur Naomi qui veut l'accompagner aux obsèques de leur père africain sera le déclenchement d'une crise identitaire doulou-

reuse mais salubre. ainsi que leurs mensonges ? La projection suivie d'une discussion autour de ce film est prévue le 22 mai à l'esplanade de la télévision nationale à Nkombo, dans l'arrondissement 9, Djiri.

« **Mayouya : un film africain sans budget** » de Claudia Yoka

Comédie congolaise sortie en 2021 et d'une durée de 1h40 mn, ce long-métrage présente Frédérique, cinéaste qui effectue une demande de financement auprès de sa banque pour son film sur l'excision. Sa demande est refusée mais le directeur de la banque lui fait une proposition indécente : faire d'elle sa maîtresse en lieu et place. Choquée par la proposition, Frédérique décide de déstabiliser le financier. Avec l'aide de son mystérieux ami Jo et de son frère Gérard, Frédérique recrute des femmes aux aptitudes exceptionnelles pour braquer la banque virtuellement... Réussira-t-elle à porter son film sur grand écran ? La

niche Yaya, ex-voyou et prodige du ballon rond. Il souhaite l'emmener en Belgique pour en faire un champion. Mais le jeune prodige fait une crise de palu le jour de son test dans un grand club. Malgré tout, José embarque Yaya, convaincu de son potentiel et persuadé que le jeune garçon l'aidera à sortir de la mauvaise passe financière dans laquelle il se trouve...

« Ashkal : l'investigation tunisienne » de Youssef Chebi Le 11 juin, le festival cinématographique s'invite au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, avec ce thriller policier. Dans un des bâtiments des Jardins de Carthage, quartier de Tunis créé par l'ancien régime mais dont la construction a été brutalement stoppée au début de la révolution, deux flics, Fatma et Batal, découvrent un corps calciné. Alors que les chantiers reprennent peu à peu, ils commencent à se pencher sur ce cas mystérieux. Quand un incident similaire se produit, l'enquête prend un tour déconcertant.

« **Augure** » de Baloji

Après 15 ans d'absence, Koffi retourne au Congo pour présenter sa femme, enceinte, à sa famille. Considéré comme un sorcier par les siens, il rencontre trois autres personnages qui, comme lui, veulent s'affranchir du poids des croyances et de leur assignation. Seules l'entraide et la réconciliation leur permettront de se détacher de la malédiction qui les touche...

Au programme le 14 juin aux ateliers Sahn, « Augure » a obtenu le prix Une nouvelle voix dans la section « Un certain regard », lors du Festival de Cannes 2023.

« **Io capitano** » (Moi capitaine) de Matteo Garrone

L'Italie sera le pays à l'honneur à travers ce film lors de la clôture du festival du cinéma européen et africain qui baissera officiellement ses rideaux le 28 juin, à Canal Olympia Poto-Poto.

Animés par un désir ardent de partir pour l'Europe, Seydou et Moussa, deux jeunes sénégalais de 16 ans, quittent leur ville natale pour l'Italie. Mais sur leur chemin les rêves et les espoirs d'une vie meilleure sont très vite anéantis par les dangers de ce périple : l'épuisement, la marche dans le désert, le cynisme des passeurs... Leur seule arme dans cette odyssee restera leur humanité.

Merveille Jessica Atipo



reuse mais salubre.

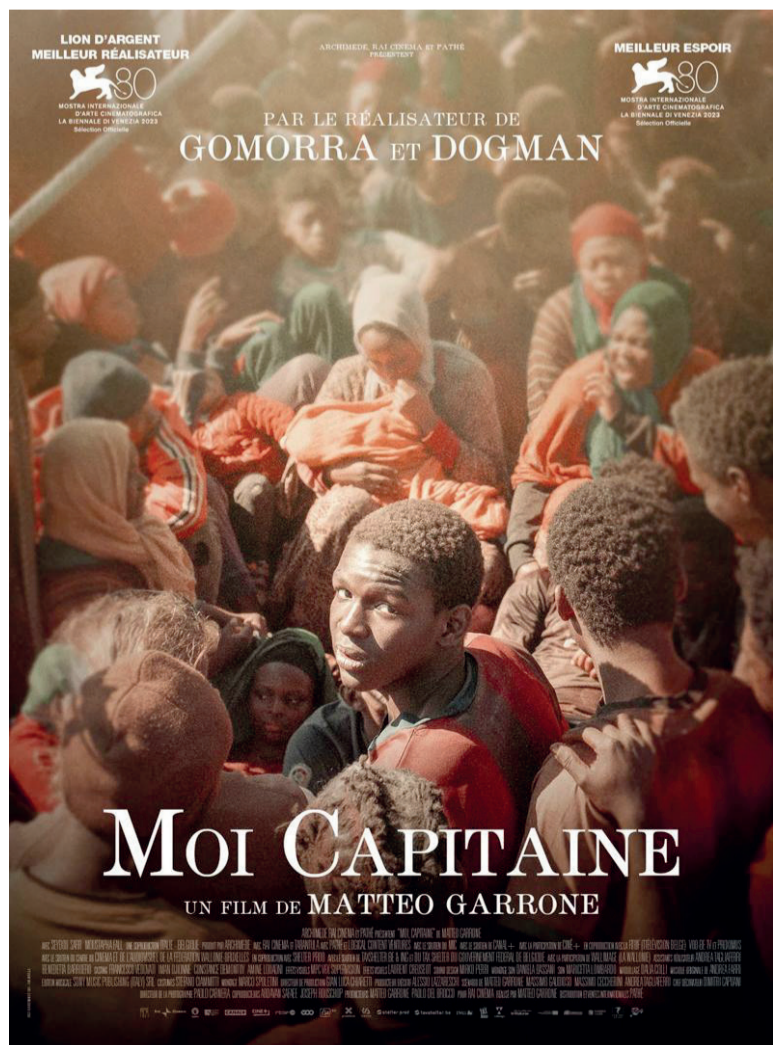
« **Les Trois lascars** » de Boubakar Diallo

Comédie d'environ 1h 40 sortie en 2021, ce film raconte l'histoire de trois hommes, lassés de leur vie conjugale, qui décident de partir en virée avec leurs tchizas, communément appelées leurs maîtresses. Or, petit hic : l'avion s'écrase. Les maris sont donc censés être morts, et leurs épouses portent, d'ailleurs, déjà leur deuil. Comment revenir et justifier leurs écarts de conduite

projection du film aura lieu le 31 mai au Centre culturel Sony-Labou-Tansi, à Baongo.

« **Les rayures du zèbre** » de Benoit Mariage

En projection le 7 juin à l'espace ClassPro culture du photographe Baudoin Mouanda, à Massissia, la fiction belge sortie en 2014 conte l'histoire de José, agent de footballeurs. Sa spécialité : repérer en Afrique des talents prometteurs. En séjour en Côte d'Ivoire, il dé-



ECHANGES COMMERCIAUX

Le Congo et la RCA engagés à développer leur coopération économique

Gotron Djono Abha, ministre des Transports et de la Marine marchande de la République centrafricaine (RCA), a visité le 6 mai en compagnie d'Honoré Sayi, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande de la République du Congo, la zone portuaire dédiée à la RCA puis le Terminal à conteneurs situé dans l'enceinte portuaire.

Après les entretiens au siège administratif du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), les ministres Honoré Sayi et Gotron Djono ABha se sont rendus dans la zone portuaire dédiée à la RCA pour des opérations liées à la réception, au stockage et au transfert de son trafic de marchandises tant à l'exportation qu'à l'importation. Ceci, en application de la mise en œuvre de la convention de coopération en matière des transports de surface, signée le 30 mai 2018 entre le gouvernement de la République du Congo et celui de la République centrafricaine. « La RCA et la République du Congo sont deux pays frères depuis de longues dates. La RCA fait partie des pays sans façade maritime. Donc, pour nous, il est important de travailler avec le Congo, notamment avec la direction générale du PAPN afin de maximiser le trafic sur la RCA. Ceci, est une



Les ministres des Transports du Congo et de la RCA visitant les installations portuaires/Adiac

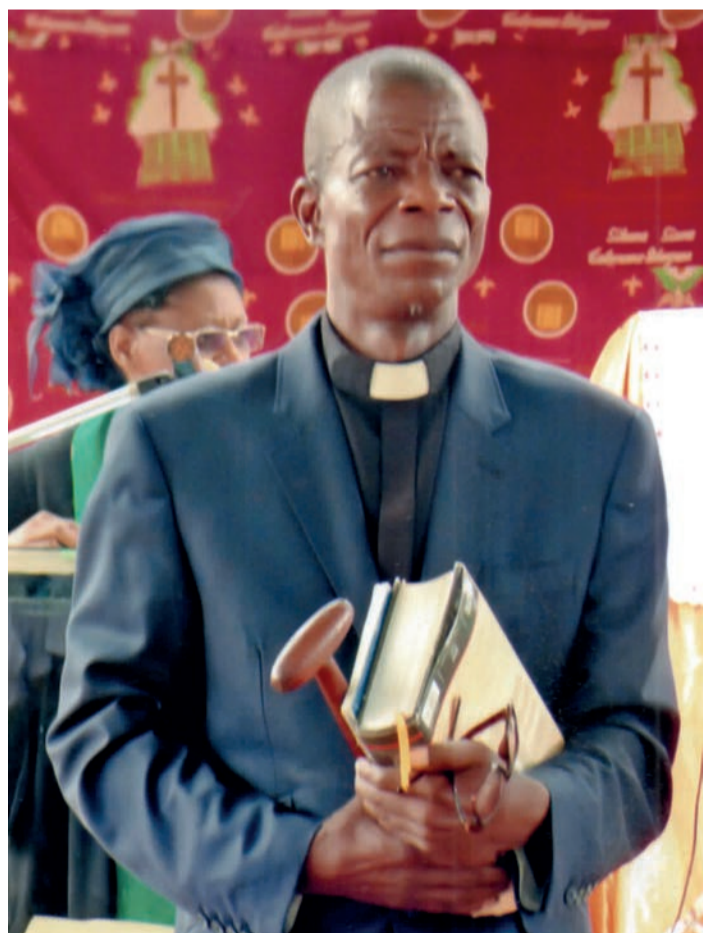
«...La RCA et la République du Congo sont deux pays frères depuis de longues dates. La RCA fait partie des pays sans façade maritime. Donc, pour nous, il est important de travailler avec le Congo, notamment avec la direction générale du PAPN afin de maximiser le trafic sur la RCA...»

bonne chose qui nous a rassurés parce qu'aujourd'hui nous avons un projet en commun, c'est-à-dire un projet intégrateur entre la République du Congo, la RCA et le Tchad qui est le corridor 13 entre Pointe-Noire, Brazzaville, Bangui, NDjamena. La première phase, c'est Pointe-Noire, Brazzaville - Bangui. Nous avons lancé plusieurs appels d'offres qui ont été concluants, ce qui va permettre la construction des routes, ponts », a dit le ministre centrafricain des Transports. Et d'ajouter : « Pour nous, l'espace qui nous est dédiée au niveau du PAPN est vraiment indispensable pour que nous ayons vraiment un projet à effet multiplicateur. Une fois le projet terminé, que nous puissions réunir les moyens et développer ainsi notre économie ».

La visite du terminal à conteneur a mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

REMERCIEMENTS



Suite au décès inopiné du pasteur Clément Mbakissa survenu le 4 avril 2024 à Brazzaville, la veuve Mbakissa, enfants et famille remercient l'Église Évangélique du Congo et son président, le Cercle biblique évangélique de France sans oublier les amis et connaissances qui de près ou de loin leur ont apporté leur assistance multiforme.

Que Dieu vous bénisse.

NECROLOGIE

Le président de la mutuelle des commissaires et officiers de police de Yaoundé, le commandant-commissaire de police Nguié Kaba Edmond a le profond regret d'annoncer à l'ensemble des mutualistes la disparition tragique du capitaine de police Djollé Mengo Annicet, alias «Castor». Décès survenu le 27 avril 2024 à l'hôpital général de Nkombo-Matari.

La veillée mortuaire se tient au n° 114, rue Mayombi, à Kombo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



La famille Mbembé, Wilfried Gildas Madédé Ntsabou, les enfants Madédé informent les parents, amis et connaissances du décès de Jacqueline Ndonga survenu le 1^{er} mai 2024 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°2380, rue Mbemba Théodore à Makélékélé.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



PORT AUTONOME

La direction générale et l'intersyndicale exhortées à œuvrer pour l'intérêt du pays

En séjour de travail à Pointe-Noire, Honoré Sayi, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, a dirigé le 6 mai une séance de travail entre le Port autonome de cette ville et l'intersyndicale visant à aplanir les zones d'ombre contenues dans la concession accordée au Groupe Albayrak.

La réunion a été mise à profit en vue de chercher des solutions ensemble pour l'intérêt de la République et de l'institution portuaire à la suite de la convention conclue par le Port autonome de Pointe-Noire avec le Groupe Albayrak. Aussi, elle a permis aux deux parties de comprendre les difficultés et enjeux contenus dans cette convention et d'envisager des solutions profitables à tous.

« Cette séance de travail nous a permis de comprendre les difficultés et



Le ministre Honoré Sayi après la réunion Adiac

les enjeux que regorge cette concession pour laquelle l'intersyndicale a émis et découvert cer-

taines aspérités du document ainsi que le port qui a laissé certaines ouvertures à l'intersyndicale de

pouvoir exploiter le document à bon escient. Cela nous a permis de parvenir à des conclusions qui sont

nécessairement bonnes pour la bonne marche du Port autonome de Pointe-Noire et pour le pays », a dit le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande. Ainsi, la direction générale du Port autonome de Pointe-Noire et l'intersyndicale, eu égard aux enjeux stratégiques de développement du port et soucieuse de garantir un climat serein au sein de l'entreprise se sont engagées à privilégier le dialogue et la concertation.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Employer la jeunesse pour arrêter la déviance juvénile !

Il est clair qu'un jeune qui trouve un emploi et qui a commencé à construire sa petite famille pense plus à l'éducation et à la réussite de celle-ci qu'à des actions antisociales. Du coup, c'est l'abandon des fantasmes qui le poussaient à l'angoisse, au stress, à la violence, au vol, au viol, etc., voire à la schizophrénie sociale.

Ce jeune est ipso facto sur le point de s'éloigner de toute action sociale à risque s'il en était l'un des partisans hier car, il doit s'occuper de sa petite famille coûte que coûte. Le boulot arrête la violence juvénile de tout genre tant condamnée par la société. Ainsi donc, parmi les différentes causes épinglées qui conduisent à cette violence, la plus importante est le sempiternel problème de la précarité des emplois de la jeunesse.

Le constat qui se dégage aujourd'hui est que de plus en plus, les pouvoirs publics s'efforcent à créer des stratagèmes afin de pouvoir trouver diverses solutions à cette épine sociale qui est sous leur pied, notamment la précarité des emplois des jeunes. Les dirigeants des pays du monde inventent des pistes de solution pour chercher à minimiser ce problème. Pour s'en convaincre, il suffit de s'informer sur de nombreuses rencontres organisées ici et là par des pouvoirs publics avec la jeunesse pour faire face à une série de ses revendications sociales dont celle de son insertion socio-professionnelle passe au premier plan.

Il faut noter que quand on parle du manque d'emploi pour la jeunesse, il faut distinguer notamment la jeunesse scolarisée ou intellectuelle et la jeunesse non scolarisée, c'est-à-dire illettrée. Ces deux jeunes ont sensiblement la même revendication, c'est-à-dire leur insertion socio-professionnelle rapide. Mais là, y a un sérieux problème, car la première catégorie, détentrice d'un diplôme sanctionnant une fin de formation, se veut très impatiente pour être vite recrutée aux divers postes d'emploi. Quant à la seconde, il faut qu'elle passe d'abord par un apprentissage des différents métiers et après interviendra l'embauche ou l'auto-insertion socio-professionnelle. Or, c'est ce processus que ces jeunes-là n'ont toujours pas compris. Pour eux, travailler c'est tout de suite être embauché quelque part sans aucune formation.

Alors, il est question d'aller vite car l'interprétation que de nombreux jeunes sans-emplois font de la terminologie « année de la jeunesse » n'a pas la même signification au niveau de toute l'opinion juvénile. Il y a une jeunesse qui pense bien que la formation précède l'emploi mais une autre catégorie estime que l'emploi c'est maintenant avec ou sans formation préalable.

Ce qui est clair, les députés, lors de leurs différentes descentes, devraient à tout prix expliquer le duplex, « Formation-Emploi » à la jeunesse ; surtout non scolarisée qui a toujours eu son interprétation à elle sur les questions d'emploi de la jeunesse. Sans quelconque formation ni quelconque apprentissage, on n'est pas censé avoir un emploi.

Faustin Akono

SANTÉ SEXUELLE

Les jeunes filles exhortées à mener une vie sans risque

Une causerie-débat sur le thème « Comment éviter les grossesses précoces et indésirées » a été organisée, le 7 mai, dans le 4^e arrondissement Loandjili par l'association Force et Lumière que dirige Fernande Marie Catherine Dekambi Mavoungou.

En initiant cette activité, Fernande Marie-Catherine Dekambi-Mavoungou, présidente de l'association Force et Lumière, veut donner aux jeunes filles et femmes des outils et moyens nécessaires devant leur permettre d'être à l'abri des grossesses précoces et non désirées, facteurs de plusieurs conséquences. « L'objectif de cette causerie débat est de remédier à cette situation qui touche de nombreuses familles. En effet, il s'agit de mettre à la disposition des jeunes filles et des femmes des moyens qui vont leur permettre d'éviter les grossesses précoces et indésirées », a-t-elle dit en ouvrant l'activité avant de convier les animateurs de l'association congolaise pour le bien-être familial (ACBEF) à entretenir les filles et femmes présentes à l'activité et de souhaiter que ces échanges produiront les effets attendus.

Ainsi, Alphonse Kikondi, président départemental de l'ACBEF, et Klément Mvembé, coordonnateur de l'ONG, ont entretenu l'assistance dans une démarche participative. Une interaction qui a permis aux participantes d'échanger avec les experts en santé sexuelle et de la reproduction leurs expériences en la matière. « Aujourd'hui, parler du sexe dans nos familles et notre société paraît comme un sujet tabou puisque les parents ne veulent pas aborder les sujets liés à la sexualité. La

conséquence immédiate de cette démission parentale entraîne l'enfant à subir l'éducation sexuelle dans la rue auprès des amis ou proches », a dit le président communal de l'ACBEF. Et d'ajouter : « Notre but à l'ACBEF est de permettre aux jeunes filles et femmes de mener une vie sexuelle responsable et sans risque. C'est pour délivrer ces enseignements et connaissances que l'association Force et Lumière nous a conviés à ce focus ».

Notre message est simple et clair, les grossesses précoces sont des grossesses qui inter-

« L'objectif de cette causerie débat est de remédier à cette situation qui touche de nombreuses familles. En effet, il s'agit de mettre à la disposition des jeunes filles et des femmes des moyens qui vont leur permettre d'éviter les grossesses précoces et indésirées »

viennent avant l'âge de la maturité fixé à 18 ans au Congo car, à cet âge, le corps de la jeune fille n'est pas assez développé pour lui permettre de porter une grossesse qui peut être à risque et l'exposer aux consé-

quences graves et même menacer sa santé. Les grossesses non désirées sont par contre des grossesses qui surprennent l'un des partenaires ou même les deux partenaires après l'accouplement. Outre la grossesse, la jeune fille est exposée aux infections et maladies sexuellement transmissibles, au VIH-sida... Les maternités rapprochées et à répétition, les avortements, le décrochage scolaire, le rejet par les parents sont, entre autres, les conséquences de la sexualité non contrôlée. Comme moyens pour éviter les grossesses précoces et non désirées, le contrôle du cycle menstruel, l'abstinence sexuelle, l'utilisation des préservatifs ont été épinglés. « On essaie d'encourager la jeune fille et les femmes à être responsables dans la vie en posant des actes réfléchis. C'est ainsi que nous leur donnons l'information vraie, à elles d'en tirer profit en appliquant ces conseils pour limiter les dangers liés aux grossesses non désirées », a conclu le président de l'ACBEF.

Signalons que l'association Force et Lumière organise depuis sa création, il y a plus de dix ans, plusieurs activités en faveur de la jeune fille de Pointe-Noire en particulier et du Congo en général. Des formations et des ateliers sont également initiés en faveur des jeunes filles en vue de leur autonomisation.

H.B.M.

RÉFORME DE L'ÉTAT

Le Congo assuré de l'assistance technique du Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a contribué à l'élaboration d'un programme national relatif à l'amélioration de la gouvernance publique validé récemment. L'agence onusienne est disposée à accompagner le gouvernement congolais à mettre en œuvre cette feuille de route de la réforme.

L'évolution de l'agenda de la réforme de l'État et des perspectives de l'opérationnalisation du programme restent le principal sujet des discussions entre le gouvernement congolais et son partenaire du Pnud. Au cours de la rencontre consacrée à cette question, le 10 mai à Brazzaville, le ministre chargé de la Réforme de l'État, Luc Joseph Okio, et la représentante résidente du Pnud au Congo, Adama Dian Barry, ont évoqué l'assistance technique que compte poursuivre l'agence onusienne et la possibilité d'impliquer les autres ministères sectoriels dans le but d'accélérer le processus de la réforme.

Cette option nécessite que les deux partenaires puissent mettre en application les textes requis pour l'opérationnalisation du programme, y compris les différents mécanismes qui vont favoriser l'effectivité de la réforme. Hormis la modernisation de l'administration via la digitalisation, Pnud et



gouvernement s'accordent à œuvrer pour une meilleure gouvernance du secteur financier, budgétaire, ainsi que pour la qualité des services de l'État et tout ce qui

est lié au manuel de procédure en vue de réduire les délais de prestation des services publics.

Le dispositif de coordination du programme porté par le

Luc Joseph Okio et Adama Dian Barry/Adiac ministère de tutelle, d'après Adama Dian Barry, devra être fonctionnel pour veiller à l'exécution efficace de la feuille de route. « *Nous allons accompagner le pays*

au moyen de l'assistance technique ou des expertises. Il s'agit de l'aider à la réussite des réformes annoncées dans un délai court. L'assistance technique attendue devrait permettre au ministère en charge de la Réforme de l'État de disposer des outils nécessaires à la modernisation des administrations publiques parmi le dispositif de coordination de l'ensemble des acteurs impliqués », a-t-elle assuré. Le système national de suivi-évaluation, dont le rapport diagnostic a été approuvé récemment, est considéré comme un levier essentiel pour renforcer la transparence, l'efficacité, la redevabilité et la responsabilité en matière de gouvernance publique au Congo. Le nouveau programme de renforcement des capacités contribuera à vulgariser la culture de suivi-évaluation, la gestion axée sur les résultats, la bonne pratique administrative à tous les niveaux.

Fiacre Kombo

RÉFLEXION

Mais où va l'Europe ?

Cette question, nous sommes de plus en plus nombreux à la poser publiquement ; nous qui observons la scène mondiale avec attention et qui redoutons à juste titre sa dégradation en raison des affrontements plus ou moins larvés auxquels se livrent clairement les grandes puissances sur cette même scène planétaire. Ayant été à l'origine des deux conflits mondiaux les plus destructeurs de l'Histoire humaine, le Vieux continent est, en effet, perçu, contrairement à ce que pensent et disent ses dirigeants actuels, comme un acteur imprévisible capable du pire et du meilleur. D'où la très grande attention que porte sur lui la communauté internationale dans son ensemble.

Au cœur du débat qui marque la longue, très longue campagne des élections en cours pour le

renouvellement du Parlement dont le siège est à Strasbourg et dont le premier tour se déroulera le 9 juin se trouve la question essentielle de la défense européenne. Un débat qui jusqu'à présent ne figurait pas en tête des grandes questions à trancher, mais que la guerre lancée il y a un peu plus d'un an par la Russie contre l'Ukraine a projeté sur le devant de la scène avec l'hypothèse de la constitution d'une force armée européenne capable de se substituer à celle de l'OTAN, l'Alliance atlantique, si les États-Unis venaient à prendre du recul par rapport au Vieux continent comme le laisse entendre l'ancien président, Donald Trump, s'il était élu lors du prochain scrutin américain.

Le problème éminemment délicat que pose la création d'un système de défense proprement européen est celui de l'arme

nucléaire que seule la France détient au sein de l'Union européenne depuis le départ du Royaume-Uni et dont tout indique qu'elle n'acceptera jamais de partager l'emploi ou la menace de l'emploi contre son adversaire éventuel, autrement dit la Russie. S'il n'est pas abordé publiquement à Bruxelles, siège permanent de l'Union européenne, il se trouve en réalité au cœur du débat qui s'amorce dans la sphère diplomatique et militaire. Et, de ce fait, il va devoir être résolu dans les prochains mois, les prochaines années si du moins l'Europe veut réellement se positionner comme l'un des acteurs majeurs de la scène mondiale.

Les tensions actuelles sur cette même scène ne cessant de s'aggraver avec la menace très directe que fait planer aujourd'hui sur l'Europe le président russe,

Vladimir Poutine, via le conflit ukrainien, ce sujet va s'imposer à coup sûr comme un thème majeur du temps présent que ses dirigeants ne pourront plus feindre d'ignorer. Un thème qui s'avère d'autant plus délicat que la France, le Royaume-Uni, les États-Unis célèbrent avec éclat ces temps-ci le quatre-vingtième anniversaire de l'offensive qui mit fin en 1944 au régime nazi en Allemagne et qui ramena la paix sur tout le Vieux continent.

Où va l'Europe est bien l'une des clés essentielles du temps présent. Mieux vaut ne pas l'ignorer ou feindre de l'ignorer à Bruxelles, à Paris, à Berlin, à Rome, à Madrid, à Amsterdam et autres grandes capitales européennes qui prétendent œuvrer pour l'unification du Vieux continent.

Jean-Paul Pigasse